

BAISSE DU POUVOIR D'ACHAT

Les Algériens face à la crise

Les soldes en temps de crise : images surprenantes de centres commerciaux pris d'assaut par les foules à l'heure où le gouvernement s'inquiète plus que tout de la réaction des masses suite à l'introduction des premières mesures d'austérité. Surprenantes ? Pas tant que cela. Les deux situations semblent liées, et les Algériens savent en faire part dans des témoignages qui laissent parfois sans voix.

Carrefour, dimanche 22 janvier. Les températures basses qui mettent le pays en état d'alerte n'ont pas mis de frein à l'engouement que suscitent les soldes. Même en plein jour de semaine, les citoyens s'arrangent pour trouver le moment d'aller à la recherche de ces prix qui n'affecteront pas leur bourse. Les ménagères ont déjà fait leur planning la veille : faire leurs achats dans la matinée, après le départ des enfants à l'école. Entre midi et deux heures, elles cèdent la place à celles qui travaillent. De 16h à 20h, les halls du Centre commercial débordent carrément des foules qui ont quitté avec empressement leur lieu d'emploi. «Le véritable rush a lieu les week-ends, mais même en semaine cela ne désemplit pas», lance une vendeuse toute heureuse de l'attrait qu'exercent ces soldes. Comme de pratique ailleurs dans le monde, une prime est offerte au vendeur ou vendeuse qui aura su écouler le plus d'articles sous l'œil du responsable bien sûr. Mais aujourd'hui, il n'en faut pas beaucoup pour vendre.

Les clients sont là pour bénéficier des prix cassés. «Une aubaine, lance une avocate rencontrée sur place. Les prix ont augmenté partout et il n'est pas évident de faire de tels achats après la période des soldes.» Sa zone de prédilection : ces halls où se côtoient les marques en vogue, les magasins les plus luxueux et les plus inaccessibles surtout en temps ordinaire.

Aujourd'hui, cette avocate se déniche un sac d'excellente qualité dans une bagagerie où elle n'aurait jamais mis les pieds en temps ordinaire. «Je l'ai eu à 2000 DA», lance-t-elle fièrement. Une remise de 70% a eu lieu sur le produit. Les prix attrayants attirent. C'est aussi et surtout le moment de faire le plein de vêtements pour les enfants. «Depuis l'Aïd, raconte une mère de famille, nous n'avons rien acheté aux enfants. Dieu sait que nous avons besoin de renouveler leur garde-robe. J'ai trois enfants, des garçons. Habituellement, j'achète leurs vêtements et leurs chaussures à la place des Martyrs. Il y a plein de vendeurs qui exposent leur marchandise dehors là-bas.

Malheureusement, c'est de la mauvaise qualité. Avec les soldes, on obtient des articles de meilleure qualité à des prix équivalents. Alors on en profite car après, on ne pourra plus rien se permettre.» La raison ? «Vous savez bien, les prix ont flambé partout, s'habiller devient un luxe.»

Les soldes : une aubaine pour beaucoup

Comme beaucoup, cette mère de famille a dû patienter jusqu'aux «70%», les remises de «30%» «ne sont pas assez intéressantes pour nous». Le budget consacré à l'habillement de trois enfants ne doit pas dépasser les 20 000 dinars. «Cela permettra d'acheter uniquement deux articles à chaque enfant, mais c'est mieux que rien.» A la caisse, les clients défilent. Les montants déboursés dépassent rarement les 25 000 DA. Les témoignages recueillis se ressemblent. «Profiter des prix cassés pour éviter des achats onéreux après les soldes. Dehors, la vie est chère, intenable.» Un peu plus loin, une femme et son époux commentent les prix affichés au rayon fruits et légumes. Le mari rappelle sa femme à l'ordre : «Tout est carrément hors de prix, ce n'est vraiment pas le lieu pour faire son marché.» «Parfois, commente ce dernier, nous allons dans les centres commerciaux uniquement pour sortir, changer de décors sans rien acheter, tout au plus un bidon d'huile, les prix sont les mêmes partout.»

Le lieu est tout indiqué pour en savoir plus sur la manière



dont les Algériens font face à la crise. «Il y a tellement à dire», se plaint une vieille dame accompagnée de sa fille. Elle est parfaitement au fait des prix de chaque produit. «J'habite à Béni Messous. Le prix de la pomme de terre a atteint 90 DA, c'est incroyable, qu'allons-nous manger si nous ne pouvons plus nous permettre la patate.» Le prix varie cependant d'une région à une autre. De bouche à oreille, les Algérois véhiculent les noms des lieux où les prix restent relativement accessibles. Actuellement, le marché le plus en vue se situe sur les hauteurs d'Alger, à Bouzaréah.



Les clients sont là pour bénéficier des prix cassés.

Les ménagères n'hésitent pas à s'y rendre, en semaine de préférence, pour y faire leur marché. Un rapide tour sur place permet d'établir une différence nette avec de nombreux autres marchés.

Le prix de la pomme de terre varie entre 65 et 70 DA. Les légumes de saison (artichaut, choux et choux-fleurs) n'excèdent pas les 100 DA. Puis il reste les intouchables : courgettes 170 DA et navets 130 DA. La plupart des clients n'en prennent qu'une livre. Beaucoup d'autres les boycottent carrément. «Je n'en ai pas acheté depuis l'Aïd passé.

Ce sont pourtant des produits nécessaires à la cuisine, on ne peut pas faire de couscous sans courgettes ou navets, mais à la

nous pensent à changer d'activité», commente un marchand de volaille. Comme beaucoup, il avoue que la marchandise lui reste sur les bras. Etabli depuis de longues années au marché d'El-Biar, ce commerçant compte transformer son magasin en salon de coiffure. Il pointe du doigt les marchands de fruits qui étalent leur marchandise hors du marché. La banane est à 490 DA, les oranges à 150 DA, les pommes locales à 470 DA. Autour d'un cageot à moitié vide, une foule se presse pour tenter d'obtenir les derniers kilos de mandarines à 80 DA le kilo.

«Si Sellal veut, on l'emmène voir ce que font les grossistes»

Les marchands interrogés se plaignent tout autant que les clients. «Allez voir les grossistes. Si Sellal veut, on l'y emmènera, ils jettent des masses de marchandises pourries mais refusent de baisser les prix, nous souffrons tout autant que les clients, avec en plus le risque de voir les produits achetés nous rester sur les bras et pourrir ; bientôt il n'y aura plus de marchands de légumes, nous allons faire comme les poissonniers.» Une manière pour ce marchand de fruits et légumes de faire remarquer que le métier de poissonnier se fait de plus en plus rare.

«On en rencontre sur les côtes, mais en ville, ils ne sont pas nombreux». A El-Biar toujours, la sardine est proposée à 800 DA. «Je l'ai eue à 700 DA, je ne peux pas faire autrement», lance, sèchement, le propriétaire d'un cageot qui ne s'est toujours pas vidé à 16h de l'après-midi. Une jeune femme, qui assiste à la conversation, raconte : «Il y a trois jours, j'ai acheté du poisson dans une camionnette à Dély-Brahim. C'était de la friture (un mélange de poissons de petite taille généralement) proposée à 350 DA. Je trouvais que l'espèce était très petite, il n'y avait pratiquement rien à manger là dedans. Vous savez ce que m'a répondu le vendeur : il faut ouvrir la bouche du poisson et aspirer ce qu'il y a dedans, ce sera tou-

jours un plus à manger et puis il y a des vitamines là-dedans. Voilà à quoi nous en sommes réduits.»

Non loin de là, un jeune homme aux mains gantées recouvre une petite bassine en plastique pleine de bonbons et de friandises qu'il écoulait facilement il y a quelque temps encore. Le kilo qu'il proposait alors à 800 DA est passé à 1 200 DA.

«C'est un luxe, les gens n'achètent pas de viande et de fruits, comment voulez-vous qu'ils dépensent pour des sucreries. Vous verrez, avec cette crise surgiront des situations auxquelles personne ne s'attend. Il y aura très peu de marchands à Alger.» Près de lui, un jeune ironise : «Et tu feras quoi après, harraga, plus personne ne veut de nous, ni ici, ni là-bas. Là-haut (les responsables du pays) vivent bien, nous, on est dans la rue sous la pluie et la neige pour entendre des mots blessants des clients.»

Des plaintes, encore des plaintes partout. Chez un marchand de cosmétiques, cette fois, qui n'arrive, non pas à écouler sa marchandise comme il le voudrait, mais à s'approvisionner comme il le faisait auparavant. «Les grossistes ont augmenté les prix, à la base, le produit que nous achetons est devenu très cher ce qui implique que nous devons aussi revoir nos tarifs à la hausse alors qu'en face, les gens ne peuvent pas se permettre des déodorants à 800 ou 900 DA. On nous a dit qu'il allait y avoir encore des augmentations progressives. Faites votre compte : des paniers à trois mille dinars jour minimum auxquels il faut ajouter les achats de médicaments, détergents, parfois des vêtements ou une paire de chaussures obligatoire, des factures d'électricité faramineuses, l'essence et des fournitures scolaires à renouveler souvent pour les enfants. Tout ceci avec des salaires minables. Que Dieu nous protège, plus personne ne pourra s'en sortir.»

Abla Chérif